

Numéro 22 - 25 avril 2023

**155 000 travailleuses et travailleurs de la fonction  
publique fédérale en grève**

**Continuons de soutenir les grévistes!**



Ligne de piquetage dans la région de la Capitale nationale le premier jour de la grève de l'AFPC,  
19 avril 2023

- **D'autres syndicats expriment leur appui aux travailleurs en grève**

**Début de la onzième semaine de grève à Sel Windsor**

- **Les enseignants et les travailleurs de l'éducation actifs et retraités de Windsor-Essex intensifient leur soutien**
- **Les Métallos de Hamilton visitent le piquet de grève**

**Assemblée nationale du Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario**

- **Les enseignants veulent avoir leur mot à dire sur où le régime investit**

**Syndicat des Métallos**

- **Congrès annuel d'orientation convoqué à Toronto du 23 au 28 avril**

**155 000 travailleuses et travailleurs de la fonction publique fédérale en grève**

## **Continuons de soutenir les grévistes!**

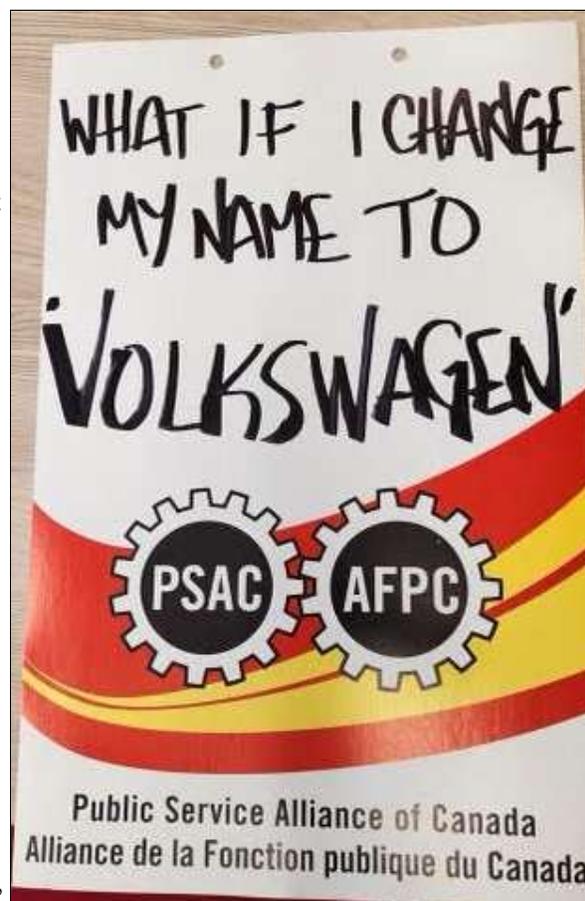


**Plusieurs syndicats se joignent à l'AFPC sur la ligne de piquetage à Calgary, 21 avril 2023.**

Des informations provenant de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) et de partout au pays confirment la participation massive de plus de 110 000 des 155 000 grévistes sur les lignes de piquetage dans plus de 200 endroits. Ils sont accompagnés sur les lignes de piquetage de sympathisants, de travailleurs d'autres syndicats et de gens de la communauté partout au pays et le président de l'AFPC, Chris Aylward, signale que cette mobilisation a un bon effet sur les négociations. Ce dernier précise que c'est la détermination des membres à obtenir des salaires et des conditions de travail qu'ils jugent acceptables pour eux-mêmes et pour permettre la prestation de services qui a fait bouger les choses à la table de négociation.

Cette semaine, l'AFPC étend ses actions de grève aux ports et à d'autres infrastructures fédérales. L'objectif est d'accroître la pression sur le gouvernement fédéral pour le forcer à répondre aux justes revendications des travailleurs. Le 24 avril, le port de Montréal, le port de Vancouver et le port de St. John's à Terre-Neuve-et-Labrador ont été fermés par les travailleurs pendant une partie de la journée. Par leurs piquets de grève, les travailleuses et travailleurs de la fonction publique montrent l'importance du travail qu'ils accomplissent et de leur contribution et de l'immense valeur qu'ils ajoutent au fonctionnement de toutes les infrastructures fédérales. Loin d'être un coût, ils démontrent le rôle crucial qu'ils jouent dans l'économie du Canada.

Le jeudi 21 avril, en marge de l'annonce par le premier ministre Trudeau d'une subvention de 700 millions de dollars à une filiale de Volkswagen pour la construction d'une usine de batteries électriques à St. Thomas, en Ontario, et de 10 milliards de dollars de plus en incitatifs basés sur la production sur une période de 10 ans,



les grévistes de l'AFPC ont défendu la dignité du travail en montrant que le discours du gouvernement Trudeau sur le soutien à la « classe moyenne » est une supercherie. Ils ont montré clairement que lorsqu'il s'agit des travailleurs, les gouvernements prétendent être pauvres et raisonnables parce qu'ils veulent utiliser les fonds publics pour payer les riches de diverses façons. La prétention du gouvernement selon laquelle les travailleurs de l'AFPC sont déraisonnables ou vont au-delà de ce qui est « compétitif » ne tient pas. Ce qui est déraisonnable, c'est que des milliards sont distribués chaque jour aux riches au nom d'« écologiser l'économie » afin que les États-Unis soient « compétitifs », alors que les travailleurs qui créent toute la valeur et fournissent tous les services, tant au Canada qu'aux États-Unis, se font dire de limiter leurs réclamations, d'être raisonnables et compétitifs ! C'est absurde et la position des travailleuses et travailleurs de l'AFPC, qui ont dit « Non », dégonfle l'arrogance du gouvernement Trudeau.

Ce n'est qu'après que quand le syndicat se préparait à débrayer que le Conseil du Trésor est passé d'une offre salariale d'un peu plus de 8 % sur quatre ans à 9 % sur trois ans. Cette offre demeure inacceptable, dit le syndicat. Sans la mobilisation des travailleurs, la situation à la table était dans une impasse sur cette question et sur d'autres. Lors d'une entrevue télévisée le 24 avril, le président de l'AFPC a déclaré que le syndicat avait entamé les négociations avec une demande d'augmentation de 13,5 % sur trois ans, par rapport à un taux d'inflation de 13,8 % au cours de la même période. Le syndicat a récemment modifié sa demande, a-t-il ajouté, mais la présente offre salariale du gouvernement ne mènera pas à une entente.

Il y a aussi du nouveau du côté du Conseil du Trésor sur la question du télétravail, que le syndicat veut inclure dans la convention collective. Celui-ci soutient que le télétravail fait maintenant partie du quotidien de nombreux travailleurs et la pandémie a montré que les travailleurs de la fonction publique peuvent être aussi efficaces à la maison qu'au bureau. Selon le syndicat, il est temps de se tourner vers l'avenir en négociant des mesures de protection du télétravail dans la convention collective au lieu d'insister, comme le fait le Conseil du Trésor, sur un retour obligatoire aux bureaux en violation du droit de négociation collective.



**Ligne de piquetage de l'AFPC à Montréal, 24 avril 2023**

Dans une mise à jour du 23 avril, le président de l'AFPC écrit :

« Comme vous l'avez sans doute vu dans les médias en fin de semaine, les choses ont mal commencé à la table de négociation.

« Il y a eu des avancées, mais on n'a pas encore atteint nos objectifs.

« En ce qui concerne les enjeux communs aux membres du Conseil du Trésor, je peux vous dire qu'on a fait des percées par rapport au télétravail et qu'on se rapproche d'une entente pour ce qui est des augmentations de salaire.

« Du côté de l'Agence du revenu Canada, les pourparlers se poursuivent, mais comme l'employeur demeure campé sur ses positions, il y a eu peu de mouvement.

« Bref, on n'a pas encore franchi la ligne d'arrivée, mais je suis persuadé qu'on réussira à décrocher une entente juste et équitable pour nos 155 000 membres de l'AFPC en grève. »



C'est maintenant qu'il faut continuer de soutenir les travailleuses et travailleurs de la fonction publique en grève sur les lignes de piquetage. Ils se battent pour la dignité du travail de toutes et tous, ce qui contribue à inspirer tous les travailleuses et travailleurs à faire de même. Le gouvernement semble avoir de l'argent pour payer les riches pour toutes sortes de projets, mais lorsqu'il s'agit d'augmenter les salaires des travailleurs du secteur public, il oppose cela à la prestation de services en disant qu'il n'y a pas d'argent pour payer les deux. Il est clair qu'il mêle les priorités à un moment où tous les Canadiens savent que ce sont les coupures et l'offensive antisociale, dont la privatisation, qui affectent la prestation des services.

Faites connaître votre opposition à l'offensive antisociale en renforçant votre soutien aux membres de la fonction publique !

Trouvez le piquet de grève le plus près de chez vous en utilisant l'appli de l'AFPC: [onne peutpasattendre.ca](https://www.peutpasattendre.ca)



Région de la capitale nationale, 23 avril 2023



St. John's, Terre-Neuve, 22 avril 2023

(Photos : FO, AFPC)



## D'autres syndicats expriment leur appui aux travailleurs en grève



Des membres du SCFP sur la ligne de piquetage avec l'AFPC à Grand Falls-Windsor, Terre-Neuve, 24 avril 2023

Plus de syndicats ont publié des déclarations en appui à la grève des 155 000 travailleurs de la fonction publique fédérale membres de l'AFPC.

### L'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale

Le 20 avril, l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale ont écrit :

« À tous nos confrères et consoeurs en grève de l'AFPC,

« Les 'Machinistes combattants' de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs

de l'aérospatiale (AIMTA) sont solidaires de votre lutte pour vos droits et votre gagne-pain. La décision de faire grève n'est jamais prise à la légère, mais lorsque l'on est poussé à bout, c'est un dernier recours, et sachez que l'AIMTA se tient à vos côtés en offrant notre soutien de toutes les manières possibles.

« L'AIMTA représente des milliers de travailleurs dans plusieurs secteurs en Amérique du Nord, et au cours des deux dernières années, plusieurs de nos propres locaux étaient en grève comme vous. Nous connaissons de première main les difficultés et les luttes amères pour obtenir ce que les travailleurs méritent. Nous connaissons toutes les stratégies que les employeurs utilisent pour pousser les syndicats à bout pendant une grève. Il est inacceptable que le gouvernement fédéral ait permis à ses employés, ceux qui assurent la disponibilité des services et des biens publics, de travailler sans contrat depuis deux ans. Deux ans, qui ont été pour la plupart la période la plus difficile que notre pays ait connue.

« Il est honteux que les employeurs, ceux du secteur public et privé, s'attendent à ce que les travailleurs traversent la crise de l'inflation, ou pire encore, paient pour la crise de l'inflation, qui n'est pas la nôtre à résoudre. Alors que les profits et les revenus ont augmenté pour de nombreux employeurs, les travailleurs ont continuellement été laissés pour compte depuis des décennies. Alors qu'on nous dit de traverser la crise de l'inflation, nos employeurs récoltent des bénéfices grâce au travail que nous faisons. Au lieu de faire ce qui est juste, ils utilisent toutes les excuses possibles et toutes les stratégies disponibles pour agiter les travailleurs. Demander une juste entente et une juste compensation n'est pas déraisonnable, ignorer les besoins des travailleurs qui nous fournissent certains des services les plus critiques du pays l'est. Les travailleurs ne peuvent pas et ne devraient pas attendre, et nous ajoutons notre voix à la vôtre pour porter ce message.

« C'est pourquoi votre lutte est importante ; parce que c'est une situation qui se produit trop souvent, et parce que le gouvernement doit être tenu responsable de fixer une norme équitable pour tous les travailleurs. Votre lutte est notre lutte, et vous avez notre soutien pour obtenir une juste entente. Unis et solidaires, nous leur montrerons que le mouvement syndical est fort et ne reculera pas.

« Nous sommes avec vous, à la fois en soutien et en voix

« En toute solidarité,

*David Chartrand*  
Vice-président général  
AIMTA Canada »

## **Unifor**

Le 19 avril, Unifor a publié la déclaration suivante :

« En cette période cruciale, les 315 000 membres d'Unifor se positionnent aux côtés de leurs 155 000 consoeurs et confrères de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) dans leur conflit avec le Conseil du Trésor et l'Agence du revenu du Canada. Nous tenons à exprimer notre solidarité inébranlable et notre soutien à tous les membres de l'AFPC qui sont confrontés à la nécessité de la grève afin d'obtenir le respect qu'elles et ils méritent. Nous comprenons les défis auxquels vous faites face et nous sommes à vos côtés dans cette bataille.

« Votre combat est le combat de toute la classe ouvrière canadienne. Celui pour le respect et la dignité. La hausse vertigineuse des taux d'inflation au cours des dernières années a frappé de plein fouet les travailleuses et les travailleurs salariés. L'érosion du pouvoir d'achat se fait sentir tous les

jours et les travailleuses et les travailleurs ont toute la légitimité de revendiquer des salaires décents qui leur permettent de vivre dignement.

« Au cours de la pandémie, les membres de l'AFPC ont été sur la première ligne de combat afin de soutenir la population canadienne. Elles et ils ont démontré tout leur professionnalisme en mettant en place en un temps record des programmes essentiels à l'ensemble de la population. Un nombre important de membres d'Unifor ont été en mesure de payer leur épicerie au printemps 2020 parce que les membres de l'AFPC étaient au travail et administraient ces programmes. Nous ne l'avons pas oublié.

« La fonction publique fédérale est un pilier du tissu social canadien. Par la réalisation de leurs missions quotidiennes, les fonctionnaires fédéraux permettent aux Canadiennes et aux Canadiens de vivre dans un pays plus sûr, plus juste et plus équitable. Elles et ils sont souvent dans l'ombre, mais n'en sont pas moins essentiels. Le Conseil du Trésor et l'Agence du revenu du Canada doivent reconnaître le rôle crucial de ces salariés et leur assurer des conditions de travail à la hauteur de leur contribution à la société canadienne.

« Si Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé au Canada, nos luttes sont communes avec les syndicats du secteur public et aujourd'hui avec les membres de l'AFPC. Nous partageons un objectif commun, à savoir assurer aux travailleuses et travailleurs canadiens des conditions de vie justes et équitables.

« Solidarité !

*« Lana Payne, présidente nationale  
Len Poirier, secrétaire-trésorier national  
Daniel Cloutier, directeur québécois »*

## **La Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers**

Le 18 avril, la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers écrit:

« Les infirmières et les infirmiers du Canada sont solidaires des travailleuses et des travailleurs fédéraux de la fonction publique dans leur lutte pour une convention collective équitable.

« 'Ce que les travailleurs fédéraux de la fonction publique demandent n'est pas déraisonnable : des salaires équitables qui suivent le rythme de l'inflation, et une formation pour créer des milieux de travail plus inclusifs, souligne Linda Silas, présidente de la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers (FCSII). Leur message adressé au Conseil du Trésor et à l'Agence du revenu du Canada est simple : ils ne seront plus pris à la légère, ils ne veulent plus s'endetter davantage, et ils ne vont pas reculer.'

« Pendant plus de deux ans, les membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) ont travaillé de bonne foi, sans négociation collective, pendant que les négociations se faisaient. Maintenant, plus de 155 000 membres de l'AFPC sont en position de grève, ce qui dresse la table pour une des plus importantes grèves de l'histoire du Canada.

« La Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers demande au gouvernement fédéral de s'assurer que les travailleurs des services publics obtiennent une convention collective équitable, à la hauteur de ce qu'ils méritent. »



**Début de la onzième semaine de grève à Sel Windsor**  
**Les enseignants et les travailleurs  
de l'éducation actifs et retraités de Windsor-Essex  
intensifient leur soutien**



Alors que la grève à Sel Windsor entre dans sa 11e semaine et que les négociations se poursuivent mais progressent lentement, le soutien aux travailleurs et à leur cause ne cesse de croître, en particulier parmi les enseignants et les travailleurs de l'éducation actifs et retraités dont le fonds de pension est impliqué dans la grève en raison de ses investissements dans les propriétaires de Sel Windsor, Stone Canyon Industries Holdings Inc. (SCIH).

Le soutien accru aux grévistes fait suite à l'assemblée annuelle du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (REEO), au cours de laquelle le président provincial de l'Ontario English Catholic Teachers' Association (l'OECTA) et la présidente de la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO), district 9 de Greater Essex, ont tous deux demandé que le Régime de retraite cesse d'aller à l'encontre des valeurs des enseignants et des travailleurs de l'éducation en ce qui a trait aux droits des travailleurs par le biais de ses investissements. La réponse du président du REEO, qui dit qu'il ne pouvait pas faire grand-chose bien qu'il ait un siège au conseil d'administration de l'entreprise, n'a manifestement pas été acceptée.

Le 24 avril, les présidents de cinq syndicats d'enseignants et de travailleurs de l'éducation de Windsor-Essex, dont la plupart des membres cotisent au REEO, ont envoyé une lettre commune à SCIH. Les signataires sont Erin Roy, présidente du district 9 de la FEESO, Mario Spagnuolo, président de la FEEO Greater Essex, Jody Meloche, présidente des enseignants à temps plein et partiel de l'OECTA pour le secondaire, Adriana Palamides, présidente des enseignants à temps plein et partiel de l'OECTA pour l'élémentaire, et Mike Hinch, président de l'Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens (AEFO) Unité 63. Des copies ont également été envoyées aux exécutifs provinciaux des syndicats qui les représentent au sein de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO), exprimant la position unifiée des syndicats qui dit que leur régime de retraite doit contribuer à l'affirmation des droits des travailleurs dans leur communauté et que les demandes de continuer comme si de rien n'était ne sont pas acceptables.

Les présidents écrivent : « Nous comprenons que l'engagement de négocier de bonne foi avec le syndicat représentant les travailleurs (Unifor) est creux et que l'objectif de l'entreprise est de donner le travail à des entreprises de sous-traitance. Le refus de négocier à moins d'accepter des concessions importantes va à l'encontre du fonctionnement du processus de négociation.



« En tant que représentants des syndicats de l'éducation de la communauté de Windsor-Essex, nous sommes aux côtés des travailleurs de Sel Windsor. Nous représentons également les enseignants de notre communauté et notre régime de retraite (le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario) est un important investisseur dans la société propriétaire de Sel Windsor.

« Nos membres ne veulent pas que leur argent soit utilisé pour nuire à nos voisins. Nous avons tous fait part de nos préoccupations au RREO et nous continuerons de le faire. Le RREO est l'un des plus grands régimes de retraite au monde et il est censé respecter des pratiques d'investissement éthiques et de justice sociale qui s'alignent sur les valeurs des membres qu'il est chargé de représenter.

« En tant que dirigeants syndicaux unis aux travailleurs de Sel Windsor, nous demandons à l'entreprise de retourner à la table des négociations, en toute bonne foi, pour négocier une convention collective équitable. »

Le 24 avril, une délégation d'enseignants et de travailleurs de l'éducation à la retraite, membres de la section 9 des membres retraités actifs de la FEESO (OSSTF-ARM) de Greater Essex, a rejoint les travailleurs de Sel Windsor sur leur piquet de grève. Étant donné que de nombreux membres de l'ARM sont également membres du REEO, l'exécutif de l'organisation a décidé de faire un don financier et de faire connaître ses préoccupations quant à l'utilisation de leurs fonds de pension de cette façon et de publier une déclaration.

Sur la ligne de piquetage, Bruce Awad, président de la section 9 de l'ARM et ancien gouverneur de la FEO, qui coparraine le plan au nom des enseignants de l'Ontario, a remis aux travailleurs un don de 500 \$ à leur fonds de grève ainsi qu'une copie de la lettre que le groupe a envoyée au responsable du régime de retraite des enseignants pour lui demander d'user de son influence auprès des propriétaires américains afin de négocier de bonne foi avec les travailleurs une convention collective qu'ils puissent accepter au lieu d'essayer de briser leur syndicat.

La lettre adressée par les retraités au président-directeur général du régime de retraite, Jo Taylor, se lit comme suit :

« La section 9 de l'ARM, Greater Essex (membres retraités actifs de la FEESO), représente de nombreux enseignants et travailleurs de l'éducation retraités de Windsor et du comté d'Essex, dont beaucoup sont membres du RREO.

« Le 17 février, les membres des sections locales 1959 et 240 d'Unifor qui travaillent dans la mine de sel, l'installation d'évaporation et les bureaux de Sel Windsor à Windsor ont été contraints d'aller en grève après que les propriétaires américains de l'entreprise, Stone Canyon Industries Holdings Inc., aient refusé d'entamer des négociations à moins qu'ils n'acceptent la sous-traitance et d'autres concessions inacceptables. On sait que l'entreprise travaille avec un cabinet d'avocats américain

spécialisé dans le démantèlement des syndicats et qu'elle s'est livrée à ce qu'il convient d'appeler une campagne pour briser les syndicats car, bien qu'elle ait finalement accepté d'entamer des négociations avec les syndicats, elle a continué à tenter de briser la grève en recourant à des tactiques provocatrices et en continuant à insister pour que les travailleurs acceptent la sous-traitance.

« Nous et l'ensemble du mouvement syndical dans nos communautés et au-delà savons que le Régime de retraite des enseignants de l'Ontario est un investisseur clé dans Stone Canyon, l'un de ses gestionnaires d'actifs siégeant même au conseil d'administration de la société de portefeuille, composé de huit membres.

« Au fil des ans, en tant que membres actifs de la FEESO, nous nous sommes battus bec et ongles pour défendre nos droits et ceux de tous les travailleurs de l'Ontario contre les gouvernements successifs de la province. Aujourd'hui, les enseignants et les travailleurs de l'éducation doivent recommencer à se battre contre le gouvernement Ford qui s'écarte de la constitution pour essayer de dicter sa conduite plutôt que de négocier. Nous ne pouvons pas rester silencieux alors que l'argent de nos retraites est utilisé par une entreprise américaine antisyndicale pour attaquer les travailleurs canadiens et leurs syndicats sous notre nez, dans notre propre communauté où les enseignants de Windsor ont mené la lutte dans les années 1970 pour les droits syndicaux !

« Les investissements du RREO dans Stone Canyon n'ont pas pour effet de 'créer des répercussions positives et durables', ce qui est l'un des objectifs déclarés de notre fonds de pension. Ils nuisent délibérément à l'avenir de nos amis et des membres de notre famille à Sel Windsor, qui sont obligés de se battre pour l'existence même de leur syndicat ! Nous demandons à tous ceux qui le peuvent de s'exprimer maintenant pour obliger Stone Canyon à cesser ses activités de démantèlement des syndicats au Canada et qu'elle entame des négociations sérieuses avec les syndicats des travailleurs en vue de parvenir à une convention collective acceptable pour les deux parties. J'aimerais savoir ce que vous et le RREO pouvez faire pour encourager Stone Canyon à mettre fin à ses tactiques antisyndicales et à négocier de bonne foi. »

*(Empower Yourself Now. Photos: EYN)*



---

## **Les Métallos de Hamilton visitent le piquet de grève**

Le 20 avril, Ron Wells, président de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos, Jim McColl, vice-président, ainsi que Rolf Gerstenberger, retraité et ancien président, ont rejoint le piquet de grève des travailleurs de Sel Windsor à Windsor, en Ontario, pour leur remettre un don de 1005 \$ et leur apporter le soutien de leurs membres. Le don a été approuvé lors d'une réunion générale des membres le 12 avril, à la suite de la visite initiale à Windsor de métallos retraités et d'autres personnes de Hamilton qui se sont joints au rassemblement sur les lignes de piquetage lors de la Journée internationale des femmes.

Les métallos, les travailleurs en grève du sel et un certain nombre de travailleurs du sel à la retraite ont partagé leurs expériences communes face à des entreprises américaines arrogantes qui pensent pouvoir faire ce qu'elles veulent au Canada. Tous ont souligné l'importance de prendre position pour dire « non », car c'est le seul moyen de trouver une solution et de faire réfléchir à deux fois ces entreprises et les gouvernements qui les soutiennent avant de s'en prendre aux travailleurs.



Les travailleurs du sel actifs et retraités ont expliqué leur expérience avec Stone Canyon Industries Holding Inc. dont le modus operandi consiste à lancer des ultimatums et des diktats, puis à se montrer amical au dernier moment dans l'espoir de désorienter les travailleurs. Ils ont également expliqué le processus de production, la vie dans la mine et le soutien qu'ils ont reçu de la communauté et de tout le pays.

Les métallos ont expliqué comment ils ont mené certaines de leurs batailles contre US Steel. Dans leur cas, ils ont rejeté les tentatives de l'entreprise de provoquer une grève qu'elle aurait pu utiliser pour licencier des travailleurs, mais les métallos ne sont pas tombés dans le piège. L'entreprise les a alors mis en lockout et les travailleurs ont pu prouver qu'il s'agissait bien d'un licenciement. Ils ont également expliqué comment ils ont obtenu le soutien de leur communauté et ont toujours placé leur lutte dans le contexte de l'édification nationale du Canada. À la fin, US Steel « n'avait que deux amis dans toute la ville », ont déclaré les métallos.

Voici la lettre de soutien qui accompagnait le don :

Chers travailleurs de Sel Windsor,

Nous vous écrivons pour vous exprimer notre soutien dans votre lutte pour la sécurité d'emploi et pour mettre fin à la sous-traitance. Il faut beaucoup de courage et de détermination pour défendre ses convictions, et vos efforts ne sont pas passés inaperçus. Vous êtes une source d'inspiration pour tous les travailleurs qui luttent pour un traitement équitable et le respect. Vos revendications pour la sécurité d'emploi et mettre fin à la sous-traitance sont plus que raisonnables. Tous les travailleurs ont droit à la sécurité d'emploi, et la sous-traitance ne fait que saper cette sécurité. Il est important que des entreprises comme Sel Windsor reconnaissent la valeur de leurs travailleurs et leur donnent les protections, les salaires et les avantages qu'ils méritent. Votre grève envoie un message fort à la direction et à l'ensemble de la communauté : les travailleurs ne se laisseront pas bousculer. Votre détermination et votre unité ont montré que nous pouvons faire la différence quand nous nous unissons et exigeons un traitement équitable.

Nous vous soutenons dans votre lutte pour la sécurité d'emploi et mettre fin à la sous-traitance. J'espère que vos efforts aboutiront à un résultat positif qui profitera à tous les travailleuses et travailleurs.

Sincèrement,

*Section locale 1005 du Syndicat des Métallos*



(Photos : FO)



---

## **Assemblée nationale du Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario**

### **Les enseignants veulent avoir leur mot à dire sur où le régime investit**

Le 13 avril, à Toronto, le Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario (RREO) a convoqué son assemblée annuelle pour les actionnaires, c'est-à-dire toute personne ayant un diplôme valide d'enseignement en Ontario et qui est employé soit en tant qu'enseignant dans une classe ou dans d'autres postes dans un conseil scolaire ontarien, une école privée désignée ou un autre organisme désigné. L'assemblée était en présentiel à la bibliothèque de référence de l'Ontario et en ligne, avec une participation combinée d'au moins 300 personnes.

À l'extérieur de la réunion, des groupes ont distribué de l'information aux participants, partageant leurs opinions sur les placements du régime. Par exemple, 150 tracts ont été distribués par Empower Yourself Now au sujet des placements du régime dans Stone Canyon Industries Holdings Inc., une compagnie américaine antisyndicale qui est active au Canada.

Le président du conseil d'administration du RREO, Steven McGirr, a présidé l'assemblée et son président et directeur général, Jo Taylor, ainsi que d'autres responsables ont fait un compte-rendu aux participants sur le rendement du régime au cours de l'année dernière, en termes de rendement et des services offerts aux membres du régime.

Quelque 183 000 membres actifs contribuent au régime et 153 000 membres reçoivent une pension. En moyenne, un membre du régime reçoit une pension pour 32 ans. En 2022, le régime s'est accru de 4 % et avait des avoirs de 247 milliards de dollars à la fin de l'année, une augmentation de 5 milliards par rapport à l'année précédente. Il est entièrement capitalisé pour la dixième année consécutive et a un taux de croissance de 9,8 % depuis sa création en 1990. En 2022, le régime a versé 7,2 milliards de dollars en pensions et en bénéfiques, comparativement à 6,9 milliards l'année précédente, et a augmenté ses prestations de 6,3 %, offrant ainsi une protection contre l'inflation à ses membres – ce qui a été reconnu par les participants membres du régime comme étant un mécanisme important qui assure la stabilité des revenus des retraités.

En 2022, le régime a ouvert des bureaux à San Francisco et à Mumbai pour élargir sa portée internationale. Les gestionnaires du régime considèrent que San Francisco leur permet d'être à la fine pointe de la technologie, et Mumbai serait un lieu où il y a moyen d'investir dans une Inde en essor et dans ce que l'Inde appelle ses « entreprises familiales ». Une de ces « entreprises familiales » est le Mahindra Group, un conglomérat multinational indien qui est actif dans plus de 100 pays, dans des secteurs tels que l'aérospatial, l'agroalimentaire, le marché secondaire des pièces automobiles, l'équipement de construction, la défense, l'énergie, l'équipement agricole, la finance et l'assurance, l'équipement industriel, la technologie informatique, les loisirs et la restauration, la logistique, l'immobilier, la vente au détail et l'éducation[1][2].

Dans leurs présentations, les responsables ont mis l'accent sur la diversification de leurs portefeuilles en tant que moyen d'affronter les crises mondiales. C'est une question qui est revenue à plusieurs reprises pour justifier l'expansion mondiale du régime ainsi que ses placements dans ce qu'on appelle des entreprises à risque et dans des industries qui sont d'importants émetteurs de carbone.

Le président et directeur général du régime Jo Taylor a répondu aux inquiétudes de plusieurs au sujet des placements du régime dans la présentement défunte plateforme d'échange de cryptomonnaie, FTX, dans des grands monopoles de combustibles fossiles et au sujet de la présence grandissante de représentants des monopoles du pétrole et du gaz dans son conseil d'administration. Le CA est nommé par la Fédération des enseignantes et enseignants de l'Ontario et le gouvernement ontarien qui gèrent conjointement le régime de retraite.

Jo Taylor a dit de leur perte de 95 millions de dollars dans FTX qu'il s'agissait d'une expérience dans la sphère de la cryptomonnaie par l'équipe de croissance à risque du régime. En dépit de leur diligence raisonnable et du recours à des firmes de consultation extérieures, la compagnie a dissimulé de l'information, a-t-il dit. Selon lui, l'investissement dans la plateforme d'échange de cryptomonnaie était une façon de se frayer un chemin sur les marchés de la cryptomonnaie et d'apprendre comment ils fonctionnent. Ils apprennent de leurs erreurs, mais assument leurs décisions, a-t-il dit.

Au sujet des investissements dans les combustibles fossiles, il a présenté les placements non pas comme des décisions qui contribuent à l'augmentation des émissions de carbone, mais comme un moyen d'influencer les grands émetteurs de carbone par le biais du pouvoir et de l'influence du régime de retraite pour les convaincre de réduire leurs émissions de carbone. Il s'est référé particulièrement à la génération de gaz naturel comme d'un « combustible transitoire » qui contribuera à la transition vers « l'économie verte ». À cet effet, il a souligné que le fond allait investir 5 milliards de dollars dans les « actifs de transition élevés en carbone ». Tout cela, a-t-il dit, était une meilleure stratégie que de désinvestir et aurait un véritable impact mondial plutôt que de refiler les problèmes à d'autres.

Après les présentations, les questions recueillies à l'avance et venant de la salle ont été abordées. Un certain nombre de questions étaient en réponse à l'affirmation que le régime devrait maintenir ses investissements dans les combustibles fossiles ainsi qu'autoriser les représentants de certains

des plus grands pollueurs à siéger sur son conseil d'administration. Des préoccupations ont aussi été exprimées au sujet du respect du droit des peuples autochtones au consentement préalable, libre et éclairé lorsqu'il est question d'activités sur leurs terres. Les responsables du régime ont réitéré leur approche d'investir de sorte à influencer les émetteurs et ont donné comme exemple de leur travail auprès des peuples autochtones leurs investissements dans la privatisation des services publics au Chili, en particulier le système d'alimentation en eau potable, dont les infrastructures passent dans les territoires autochtones.



**La présidente de la FEEESO, district 9 de Greater Essex, Erin Roy, intervient à l'assemblée.**

Le même raisonnement au sujet d'influencer les compagnies dans lesquelles ils investissent ne s'est pas appliqué lorsqu'a été soulevée la question des investissements dans une société de portefeuille qui ne négocie pas de bonne foi avec les travailleurs à Sel Windsor à Windsor, en Ontario. La présidente de l'Association des enseignants catholiques anglophones de l'Ontario, Barb Dobrowolski, et la présidente du District 9 de la Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario dans Greater Essex, Erin Roy, ont demandé pourquoi le régime n'exerçait pas son influence grâce à son siège sur le conseil d'administration de Stone Canyon Industries Holding Inc. et son 15 % d'actions dans la compagnie pour défendre les valeurs des

membres du régime face aux activités antisyndicales de la compagnie dans trois provinces du Canada. Les deux ont souligné qu'ils avaient été informés par plusieurs membres du régime des activités de Stone Canyon et de comment les fonds du régime servent à attaquer les syndicats[3].

La réponse des responsables du régime a été de dire que, parce qu'ils ne sont pas propriétaires de la compagnie, ils ne peuvent pas vraiment dire à ses gestionnaires de faire des affaires différemment, mais ont dit qu'ils auraient une « conversation » à ce sujet. Ils n'ont pas répondu à ceux qui ont demandé pourquoi ils investissaient dans une compagnie qui va à l'encontre des valeurs des membres du régime en premier lieu, ou ceux qui leur ont posé des questions sur le deux poids deux mesures lorsqu'ils prétendent utiliser leurs investissements dans les combustibles fossiles pour influencer les compagnies pour qu'elles assument leurs responsabilités de réduire les émissions de carbone, mais sont incapables d'intervenir lorsqu'il s'agit des droits des travailleurs. Le silence comme toute réponse à cette question n'a pas été appréciée par les personnes présentes.

Certaines questions ont porté sur les investissements mondiaux du régime et certains prônaient plus d'investissements au Canada et dans des entités canadiennes. Certains membres ont soulevé des préoccupations spécifiquement au sujet de la situation dans le monde et de sa bifurcation, et, dans une des interventions, les actions hors la loi accrues des États-Unis et de l'OTAN qui gèlent unilatéralement les avoirs de pays comme la Russie, et d'individus, et que cela pourrait aussi arriver au Canada et à des Canadiens. D'autres préoccupations touchaient à la participation du régime au Forum économique mondial avec des élites mondiales qui sont parmi les personnes les plus riches au monde et qui dominent le monde de diverses manières.

Les représentants du régime ont expliqué que la meilleure réponse à l'insécurité mondiale et ce qu'ils ont qualifié de menace au fonctionnement de la société est la diversification de portefeuille. Le directeur des investissements du régime a dit qu'ils n'avaient aucun ou très peu d'investissements en Russie et que les gestionnaires du plan croient « qu'en dépit des préoccupations », le régime peut obtenir des rendements sur le développement d'infrastructures et la population croissante de l'Inde.

Dans l'ensemble, les préoccupations exprimées ont montré la conscience des membres – ils veulent

que les investissements de leur régime de retraite reflètent leurs valeurs en tant qu'enseignants et éducateurs de la nouvelle génération. Le fait que leur rôle est limité à une assemblée générale annuelle une fois par année où ils peuvent poser des questions d'une minute pendant une heure sans pouvoir vraiment diriger leur régime de retraite de façon significative était évident, puisqu'il n'existe pas encore de façon concrète par laquelle ils peuvent participer à la délibération sur leur régime et son rôle et faire connaître leurs points de vue. C'est un défi que doivent relever tous les travailleurs du Canada en ce qui concerne leurs régimes de retraite. Le but de l'industrie des pensions de faire le retour le plus élevé peu importe dans quoi l'argent des membres est investi, que « les affaires sont les affaires », n'est pas conforme à la volonté de la majorité des enseignants.

[\*Cliquer ici\*](#) pour voir une vidéo des enseignants qui demandent au régime de pension d'aider à faire cesser la campagne antisyndicale à Windsor.

## Notes

1. Revenu du Mahindra Group – 19 milliards de dollars US

Propriétaire : Anand Mahindra

Nombre d'employés : 260 000+ (2022)

### Succursales

Mahindra & Mahindra

Tech Mahindra

Mahindra & Mahindra Financial Services Limited

Mahindra Defence

Mahindra Aerospace

Club Mahindra Holidays

Comviva

Mahindra Lifespace Developers

Mahindra Ugine Steel

Mahindra Susten

Mahindra Agri Business

Mahindra Heavy Engines Ltd

Mahindra EPC Irrigation Ltd.

Mahindra Water Utilities Ltd.

Bristlecone

Mahindra Systech

Mahindra Logistics

2. Selon Wikipedia, le président émérite de Mahindra & Mahindra, Keshub Mahindra, était le directeur général de Union Carbide India Ltd. lorsque, dû à la négligence de l'employeur, il y a eu le désastre de Bhopal dans la nuit du 2 et du 3 décembre 1984, la pire catastrophe industrielle au monde. Union Carbide produit des pesticides. Plus de 500 000 personnes ont été exposées au très toxique gaz d'isocyanate de méthyle (MIC) qui s'est écoulé de l'usine. Le taux de mortalité varie, mais le nombre officiel de décès immédiats est de 2 259 et le nombre rapporté par les résidents est beaucoup plus élevé. Ce n'est qu'en 2008 que le gouvernement du Madya Pradesh a accordé une indemnisation symbolique aux membres de la famille des 3 787 victimes tuées par la fuite de gaz, et aux 574 366 blessés. En 2006, dans une déclaration sous serment, le gouvernement affirmait que la fuite avait causé 558 125 blessures, y compris 34 478 blessures partielles temporaires et près de 3 900 blessures graves ou invalidantes et permanentes. D'autres estiment que 8 000 personnes sont mortes dans l'espace de deux semaines et 8 000 personnes de plus sont mortes depuis ce temps de maladies liées aux gaz.

Union Carbide India Ltd. (UCIL) appartenait majoritairement aux États-Unis et des banques contrôlées par le gouvernement indien et que le public indien avait des actions de 49,1 %. Entre 1986 et 2012, des démarches

judiciaires au civil et au criminel contre la Union Carbide Corporation (UCC) ont été faites aux États-Unis mais ont été rejetées à plusieurs reprises par les tribunaux américains pour qui la compagnie était une entité indienne autonome. En 1989, UCC s'en est tiré en payant 470 000 millions de dollars (l'équivalent de 907 millions en 2021) pour régler un litige touchant à la catastrophe.

Des accusations au civil et au criminel ont aussi été portées à la cour de district de Bhopal, en Inde, impliquant UCC, UCIL et le PDG de UCC, Warren Anderson. En juin 2010, sept ressortissants indiens, qui étaient des employés de UCIL en 1984, y compris l'ancien président de UCIL Keshub Mahindra, ont été trouvés coupables à Bhopal d'avoir causé la mort par négligence et condamnés à deux ans d'incarcération et une amende de 2 000 dollars chacun, la peine maximale autorisée par le droit indien. Tous ont été libérés sous caution peu après la sentence. Un huitième ancien employé a aussi été condamné, mais est décédé avant que tombe la sentence.

Tout ce que Mahendra a payé est une amende de Rs1 Lakh, l'équivalent aujourd'hui de 1 631, 73 dollars CAD.

3. « Teachers' Pension Plan Major Investor in U.S. Company Attacking Windsor Salt Workers », Empower Yourself Now, March 9, 2023



## Syndicat des Métallos

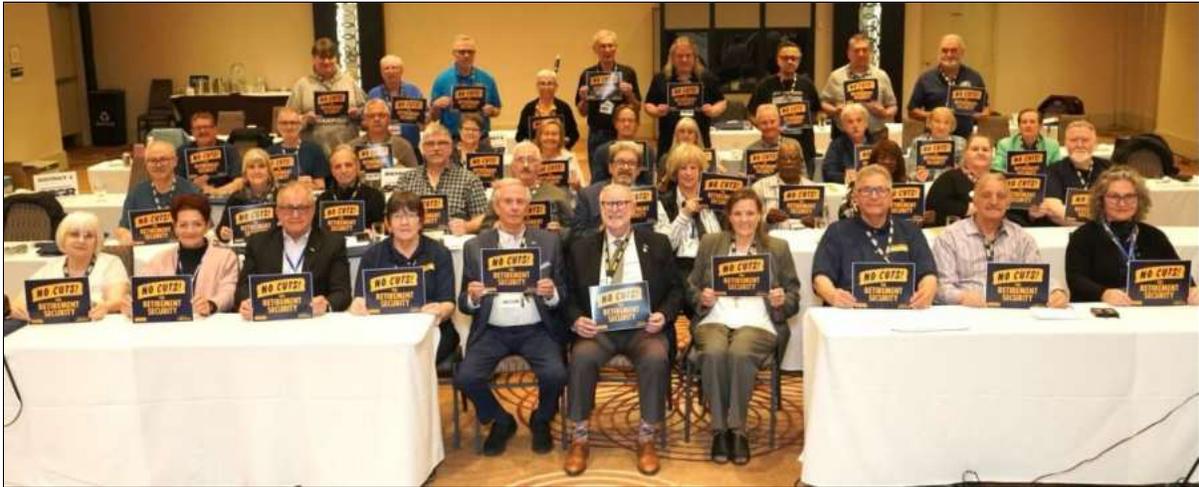
# Congrès annuel d'orientation convoqué à Toronto du 23 au 28 avril



**Panel des jeunes à la conférence nationale de la Prochaine génération, 24 avril 2023**

Le Syndicat des Métallos Canada tient son congrès national d'orientation du 23 au 25 avril à Toronto. La Conférence nationale de la Prochaine génération a eu lieu le 24 avril pour les militants du Syndicat des Métallos âgés de 35 ans et moins. La promotion indique qu'il s'agit d'une « occasion pour les jeunes Métallos de créer des réseaux, de discuter des questions qui importent le plus pour eux et d'en établir la priorité ». Cet événement d'une journée comprend des conférenciers, des panels et des ateliers. Le lundi 24 avril également, pour la deuxième fois, le Syndicat des Métallos organise une conférence à l'intention des membres des sections locales nationales et des secteurs réglementés par le gouvernement fédéral afin d'aborder des questions « comme des lois anti-briseurs de grève, le renforcement du pouvoir de négociation dans l'ensemble des districts et d'autres questions pertinentes aux membres du secteur fédéral », selon les syndicats.

La conférence nationale de l'Organisation des retraités actifs du Syndicat des Métallos (ORME) se déroule aussi sur deux jours « afin de discuter de leurs nombreuses actions et activités à venir et de les planifier », indique le Syndicat des Métallos.



Délégués à la Conférence nationale de l'Organisation des retraités actifs du Syndicat des Métallos, 24 avril 2023

### **Discussions et résolutions sur les politiques et les enjeux**

Le syndicat informe que les politiques et les enjeux suivants sont débattus lors du congrès, suivis d'un débat sur l'orientation du syndicat au cours des prochaines années :

- le recrutement dans de nouveaux secteurs
- le commerce international
- la mobilisation des membres
- l'antiracisme
- la promotion des droits des Autochtones
- l'environnement et la décarbonisation
- le maintien de nos priorités en santé et sécurité
- le renforcement de la solidarité internationale
- réunions des caucus sur l'équité.

Les organisateurs précisent que l'ordre du jour de la conférence « comprend du temps pour tous nos caucus sur l'équité. Ceux-ci se réuniront à deux reprises pendant l'heure du dîner afin de permettre à tous les délégués appartenant à des groupes en quête d'équité d'y participer. »

Le thème de la convention de cette année est « s'impliquer, mobiliser, organiser ». Le directeur national du Syndicat des Métallos, Marty Warren, a déclaré aux membres, dans une lettre convoquant la conférence, que c'est un « thème extrêmement pertinent compte tenu des nombreuses victoires et réussites en matière de négociation que nous avons connues ces dernières années, et du fait que nous devons tirer parti d'un mouvement ouvrier redynamisé ».

Toutes les sessions et activités se déroulent au Sheraton, dans le centre-ville de Toronto.

*(Photos : United Steelworkers)*



